



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

Pour diffusion immédiate

L'ACCA se réjouit du dépôt du traité du PTPGP et demande une mise en œuvre rapide

Ottawa, Ontario – 24 mai 2018 – L'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) se réjouit du dépôt de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) au Parlement et demande une mise en œuvre de la loi permettant sa mise en œuvre rapidement. Le dépôt du traité est la première étape vers la mise en œuvre du traité qui nécessite que la loi soit déposée devant les deux Chambres du Parlement, débattue puis adoptée pour que les Canadiens puissent bénéficier d'un meilleur accès à la région Asie-Pacifique.

« En déposant le traité devant le Parlement, le ministre François-Philippe Champagne fait faire un pas historique au Canada en direction de l'Asie-Pacifique et d'un accès compétitif aux marchés de la région » explique Brian Innes, président de l'ACCA. « Il est essentiel de continuer sur cette lancée pour que le Canada ne soit pas laissé pour compte par les six premiers pays qui mettrons en œuvre le PTPGP. »

Le PTPGP entrera en vigueur une fois que six pays auront ratifié l'accord. Ces pays bénéficieront alors de réductions tarifaires et obtiendront l'avantage du premier arrivé sur les autres membres du PTPGP qui n'auront pas ratifié l'entente.

Les autres pays s'activent pour mettre en œuvre l'accord rapidement. Le Mexique a ratifié l'accord en avril, l'Australie a déposé le traité devant son Parlement et promet de le ratifier bientôt, et le Japon, qui a vu l'accord passer avec succès la Chambre basse du parlement japonais, prévoit ratifier l'entente avant la fin juin l'accord. La Malaisie et le Chili devraient pouvoir rapidement le mettre en œuvre, quant à la Nouvelle-Zélande, Singapour, le Pérou, le Vietnam et Brunei, tous travaillent tous vers une date de mise en œuvre à l'automne.

« Le Canada doit impérativement faire partie des six premiers pays qui mettent en œuvre le PTPGP, » affirme M. Innes. « Plus nous attendons, plus nous serons confrontés à des vents contraires dans la région Asie-Pacifique. »

Les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires ont actuellement un désavantage commercial dans la région parce que d'autres pays ont des accords commerciaux que le Canada n'a pas. Le Mexique, l'Australie et le Chili ont conclu des accords de libre-échange avec le Japon et l'accord de partenariat économique entre le Japon et l'UE va bientôt réduire de 85% les droits de douane japonais sur les produits agroalimentaires européens.

En faisant partie des six premiers pays permettrait également au Canada d'avoir plus d'influence dans la négociation des conditions d'accès pour les nombreux pays qui ont manifesté leur intérêt à adhérer au PTPGP, y compris les États-Unis.

Pour le secteur agroalimentaire qui croît grâce aux exportations, le PTPGP n'est pas une mince affaire. Selon une étude commandée par l'ACCA, le pacte commercial pourrait accroître les exportations agroalimentaires de 1,84 milliard de dollars¹. Par contre, ne pas faire ratifier le PTPGP et ne pas faire partie de l'entente pourrait entraîner des pertes d'opportunité évaluées à 2,93 milliards de dollars pour les exportateurs agroalimentaires², un coup dur pour un secteur qui génère 96 milliards de dollars de PIB annuellement et qui soutient environ un million d'emplois dans les collectivités urbaines et rurales du pays³.

« Les marchés asiatiques sont la clé de la croissance de l'agroalimentaire », affirme M. Innes. « La mise en œuvre du PCPTP est essentielle pour que l'industrie puisse atteindre l'objectif du gouvernement d'exporter 75 milliards de dollars en produits agroalimentaires d'ici 2025 », a déclaré M. Innes.

Les membres de l'ACCA estiment que l'accord initial du PTP permettrait des exportations additionnelles de bœuf de 300 millions de dollars, de porc de 300 millions de dollars, de 100 millions de dollars de produits d'orge et 780 millions de dollars de canola. En outre, les légumineuses, le soja, le sucre et les produits alimentaires transformés sont voués à obtenir un meilleur accès. Le PTPGP excluant les États-Unis, ces retombées seront encore plus importantes pour les exportateurs agroalimentaires.

« Pour les familles agricoles canadiennes dépendant des marchés mondiaux, les transformateurs, les exportateurs ou de ceux qui vivent dans des communautés soutenues par le secteur, cet accord signifie plus de stabilité, de croissance économique et de prospérité », explique Innes.

-30-

Pour plus information:

Claire Citeau, Directrice générale de l'ACCA
613-560-0500 ou 613-266-9104
cciteau@cafta.org
www.cafta.org / @CAFTA_ACCA

¹ Caught in the Cross-Fire: Canadian Agricultural Outcomes under Alternative Asia-Pacific Trade Scenarios; Ciuriak Consulting Inc, 2018

² Ibid

³ "Why agricultural and agri-food exports matter to the Canadian economy," CAFTA, October 28, 2016.